

Autrement dit, l'excédent par rapport à 1939 est de 377 p. 100. Or aux Etats-Unis, dans le même domaine, il est de 50 p. 100, ce qui veut dire que, toute proportion gardée, nous avons avancé proportionnellement sept fois et demi plus vite que les Etats-Unis.

Lorsque j'ai formulé cette observation, l'autre soir, le ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements s'est écrié: "Quel mal y a-t-il?" ou quelque chose comme cela. Voici la réponse. Si nous pouvons trouver des marchés pour tous ces produits, si nous pouvons vendre toutes ces denrées et que nos producteurs de produits naturels puissent vendre les leurs, de sorte que nous jouissions du marché intérieur et du marché étranger, ce sera magnifique. Mais reste à savoir si nous y arriverons. L'autre soir, j'ai donné un exemple fort simple. Je souhaite me tromper,—s'il est un sujet où je voudrais me tromper et constater que le ministre a raison, c'est bien celui-là,—mais j'ai apporté l'exemple d'un cultivateur qui, d'une part, se saigne à blanc pour construire une grange trop spacieuse pour ses besoins et qui, d'autre part, néglige de procurer à sa famille les nécessités de l'existence.

Nous avons ainsi consacré à l'expansion industrielle beaucoup trop de nos ressources, privant d'autant notre marché de consommation et, du même coup, contribuant beaucoup à la hausse des prix. Si nous avons su mettre en disponibilité l'argent, nous n'avons pas aussi bien réussi dans le domaine des produits. Point n'est besoin d'être économiste pour savoir qu'il n'en fallait pas plus pour provoquer la hausse des cours.

Les hommes d'affaires canadiens me semblent agir en ce domaine beaucoup trop à la légère. Sans doute se sont-ils laissés prendre par la situation qui existe à l'étranger. J'en ai entendu dire que les marchés sont illimités, qu'ils sont prêts à tout absorber. Mais cette course aux achats aura un terme même à l'étranger. Lorsque les pays européens auront retrouvé les moyens de se tirer d'affaires par eux-mêmes, ils auront moins besoin de nous. Ici,—je le souligne encore une fois, au moment même où nos relations avec les Etats-Unis sont si difficiles, où, en dépit de toutes les restrictions, nous n'avons pas réussi à améliorer notre situation commerciale,—nous privons nos manufacturiers de l'avantage dont ils jouissaient avant le mois de juillet 1946 sur le marché américain. Nous leur enlevons le bénéfice de l'écart favorable de 10 p. 100 qui, jusque-là leur était acquis.

A l'égard du change, ce qui compte surtout c'est d'ouvrir les yeux et d'être pratique. Quand des difficultés surgissent entre gens qui

commercent librement, n'est-ce pas assez pour nous rappeler au sens des réalités? Est-ce bien ce que fait le Canada en se retranchant dans sa tour d'ivoire et en proclamant que notre dollar est au pair aux Etats-Unis, quand à la vérité il n'y vaut que 92 ou 93 sous? N'est-ce pas trop jouer au roi Canut?

Je reviens en passant à la question de nos exportations de produits manufacturés. Si nous pouvons construire des centaines et même des milliers de fabriques et en exporter les produits, tant mieux; mais n'oublions pas qu'à vouloir exporter plus que nous ne pouvons acheter, afin de conserver à nos fabricants leurs marchés naturels, les premiers à se ressentir d'une telle politique seront les fabricants eux-mêmes, parce que le marché domestique est toujours le meilleur.

Passons maintenant à nos mises de fonds. D'où vient tout l'argent placé en 1947? Certes pas de nos économies, puisqu'elles n'ont été que de 768 millions en 1947, alors qu'elles se sont élevées à 1,676 millions en 1944. L'écart a principalement été comblé en convertissant 750 millions de nos devises américaines. Nous avons donc vécu du vieux gagné. Ce montant a été obtenu et versé par les banques; il est même indirectement l'une des causes des fortes augmentations des prêts bancaires. Vient en deuxième lieu l'excédent des recettes de l'Etat, l'an dernier.

Quelques mots au sujet des épargnes, bien qu'il soit gênant d'en parler. Selon bon nombre de gens, la coutume d'économiser, ridicule et vieux jeu, n'intéresse que ceux qui ont conservé l'esprit du siècle dernier. A mon sens, l'opinion très répandue que des documents peuvent constituer la richesse est fort dangereuse. Il serait beaucoup plus sensé de fonder nos calculs sur les marchandises. Nous comprendrions l'importance de la question si nous nous rendions compte qu'actuellement, nous vivons à même les économies, tant celles du Gouvernement que celles des particuliers, qui dépensent plus qu'ils n'épargnent. Tôt ou tard on s'apercevra, et j'aimerais en convaincre les gens, qu'un gouvernement ne saurait agir sensément à moins de se comporter comme le feraient des particuliers remplis de bon sens. Pas plus que les individus les gouvernements ne peuvent-ils, en fin de compte, recourir à la magie blanche pour obtenir les fonds. Si nous croyons que nos dirigeants disposent de tels moyens, qu'il existe des méthodes secrètes permettant de créer l'argent, nous accumulons les difficultés qui, plus tard, nous enterreront. A la longue,